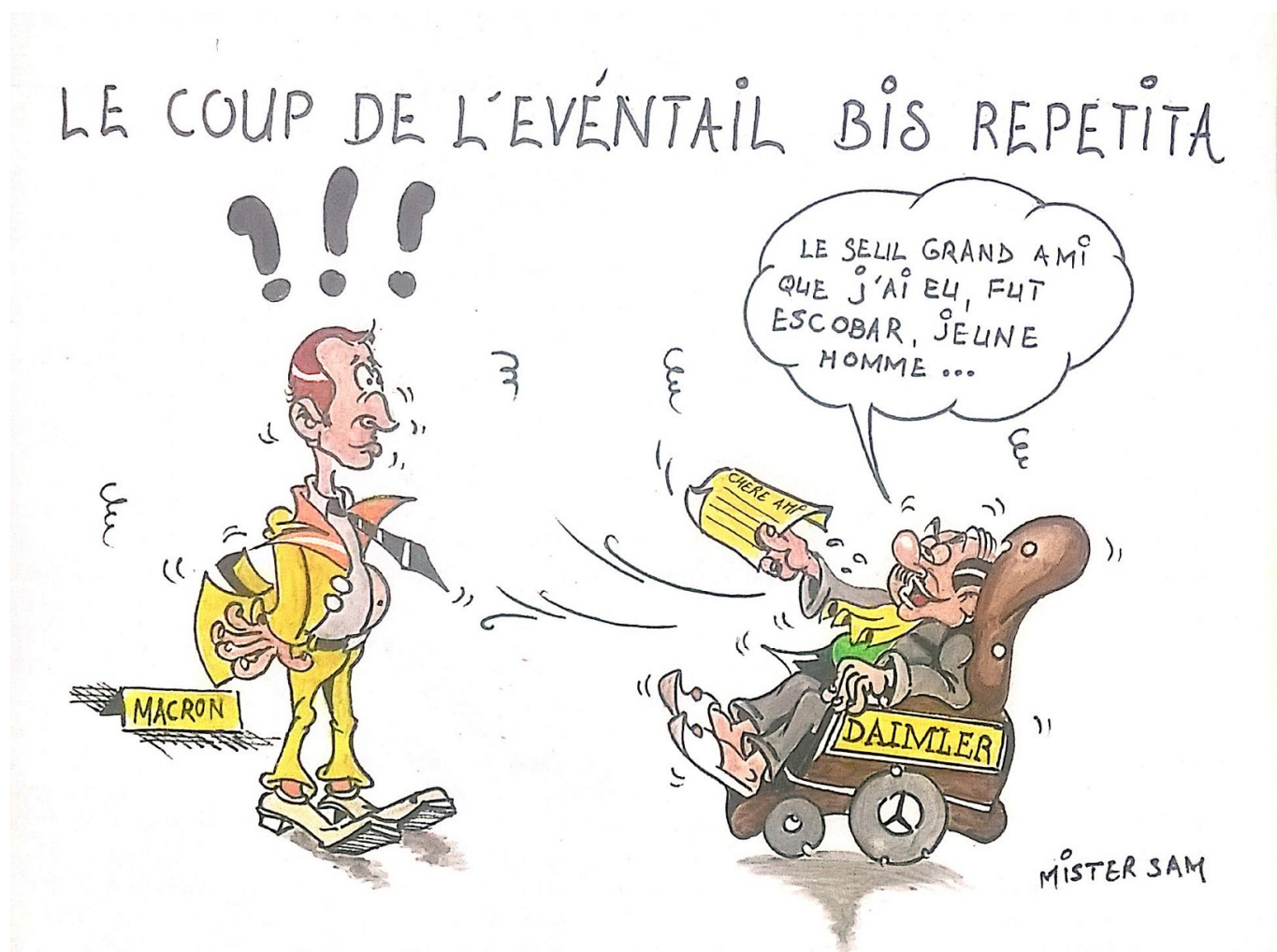


Quand la repentance sert d'alibi à la faillite du pouvoir algérien



Alors qu'en France, la presse formatée par l'idéologie dominante se croit obligée de donner dans la repentance et de dénoncer « les crimes de la colonisation », c'est un tout autre son de cloche que l'on peut lire dans la presse algérienne.

« A l'échelle des crimes historiques, condamner 40 millions d'Algériens à la précarité est-il plus pardonnable que le crime de les avoir colonisés ? ». Telle est la question que pose le quotidien algérien de langue française « Le matin d'Algérie » dans un éditorial publié début juillet à

l'occasion du 55e anniversaire de l'accession à l'indépendance des anciens départements français d'Algérie.

Une terrible question adressée par ce journal progressiste à Bouteflika et à sa clique. « En 1962 la part des hydrocarbures dans les ventes à l'étranger n'était que de 53 pour cent. Ce qui veut dire que 47% de nos recettes provenaient de produits hors hydrocarbures. Aujourd'hui ce taux est tombé à 3% », constate le journal. Et d'enfoncer le clou « L'Algérie ne produit plus rien, n'exporte plus rien. Et ce n'est ni la faute de Bigeard, ni celle de Massu ! C'est la responsabilité des « libérateurs » qui ont pris le pouvoir en 1962 et dont notre président est un échantillon fort représentatif ».

Un article cinglant vis-à-vis du pouvoir algérien que les journalistes de la presse hexagonale contaminés par les mensonges sur la guerre d'Algérie devraient lire pour expliquer à leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs que la grave crise économique que connaît aujourd'hui l'Algérie – et dont personne ne parle – va avoir inévitablement des répercussions chez nous en matière d'immigration.

Dénonçant l'absence de vision, de stratégie, l'aveuglement du pouvoir autocratique en place, le journal souligne : « En 19 ans de régime, Bouteflika n'aura pas diminué d'un seul dinar la facture alimentaire du pays, bien que les caisses de l'Etat n'ont cessé de déborder de dollars. Huit mille milliards de dollars plus exactement, de quoi devenir un pays quasi-développé, capable en tout cas de se passer de pétrole ».

Assise sur un tas d'or

Vous avez bien lu. L'Algérie est aujourd'hui assise sur un tas d'or. Et qu'a-t-elle fait de ces richesses provenant en quasi-totalité du pétrole ? Rien. Le bilan dressé par le quotidien algérien est terrifiant. « Bouteflika laisse une Algérie à l'agonie : dès cet automne les subventions seront supprimées, nous connaissons le temps des licenciements de fonctionnaires,

des produits de première nécessité inaccessibles de même que l'électricité, le temps du retour à la bougie et au charbon de bois, de la réduction des budgets santé et de l'éducation, mais aussi de l'incertitude sur les versements des retraites et des prestations sociales ».

Dans un entretien au Figaro (24/02/2016) le grand écrivain algérien Boualem Sansal craignait que la crise économique naissante en Algérie ne débouche sur le scénario d'une escalade de la terreur sur le modèle syrien. « Le pouvoir algérien a acheté la paix sociale en faisant vivre les Algériens au dessus de leurs moyens sans même avoir besoin de travailler » soulignait-il. Il se disait persuadé qu'en cas de troubles, le pouvoir n'hésiterait pas à faire tirer contre la population. Avec les conséquences que l'on devine : « L'Europe sera confrontée à un mouvement migratoire de masse qu'elle ne pourra pas maîtriser ».

Une perspective que refuse une large majorité de Français (65%) mais qui n'inquiète absolument pas Macron. Candidat à l'élection présidentielle celui-ci avait déclaré au magazine Réforme (2/3/17) qu'avec un peu plus de 200 000 titres de séjour délivrés chaque année « ce n'est pas un tsunami que nous ne saurions freiner ». Il omettait évidemment de compter les 80 000 clandestins demandeurs d'asile ainsi que les titulaires de visas touristique qui restent illégalement dans notre pays à l'issue des trois mois autorisés. Tout imprégné de l'esprit de repentance, il avait même proposé le 12 février dernier à Alger la création d'un office franco-algérien de la Jeunesse.

Cinquante-cinq ans après son indépendance, l'Algérie est confrontée à une situation tragique qui était malheureusement prévisible au départ. Le clan politico-militaire au pouvoir n'a eu de cesse de s'enrichir alors que le peuple s'enfonce chaque jour un peu plus dans la misère. « Du temps de la France, l'Algérie c'était le paradis » a déclaré un jour Hocine Aït Ahmed l'un des chefs historiques de la révolution

algérienne décédé en 2015, devenu un farouche opposant au régime algérien. Comme quoi les nostalgiques de l'Algérie française ne se trouvent pas seulement de ce côté-ci de la Méditerranée !

Alain MARSAUGUY